

20 mars 2009

Note de synthèse**Quelles sont les répercussions de la crise du crédit
sur les pays les moins avancés ?**

Il ne fait pas de doute que les pays les moins avancés (PMA) seront très fortement touchés par la crise financière et le marasme économique mondial. Même si les répercussions à ce stade n'ont pas été aussi importantes que pour les pays développés, le moindre dégât occasionné à des économies déjà fragiles peut avoir des effets disproportionnellement graves en termes sociaux et commerciaux. Par ailleurs, il est certain que la situation économique des PMA se détériorera avant toute amélioration.

Les priorités stratégiques étant essentiellement axées sur les pays de l'OCDE – notamment à travers des initiatives sans précédent visant à stimuler le secteur financier et des mesures de relance économique massives, le sort des nations moins nanties dans le sillage de la crise générale ne fait l'objet que de très peu d'attention. Dans la présente note, l'ACICI s'est efforcée de se concentrer sur certaines implications pour les PMA dans le secteur du commerce et du développement. Les données disponibles ne sont ni claires ni toujours actuelles. Par ailleurs, la quasi-totalité des prévisions formulées depuis le début de la récession américaine il y a environ un an s'est avérée d'un optimisme exagéré. Pas un jour ne passe sans une nouvelle prévision assombrissant les perspectives de l'estimation précédente. Nous avons néanmoins cherché à répondre à dix questions en se basant sur les statistiques et les estimations limitées et souvent contestables à notre disposition. Nous nous attarderons sur les dix points suivants :

- i. **Les tendances des exportations des PMA** vers les principaux marchés développés se sont révélées mixtes à ce stade : les producteurs textiles ont enregistré un ralentissement et les fournisseurs de produits de base se sont conformés aux tendances internationales.*
- ii. **Les répercussions sur les futurs échanges commerciaux vont s'aggraver** ; leur gravité sera fonction de la rapidité avec laquelle le système financier recouvre la santé et de l'efficacité des mesures de relance appliquées sur les principaux marchés tels que la Chine.*
- iii. **Les prix des produits de base** dans le secteur agricole devraient rester largement supérieurs à ceux des années 1990, tandis que les métaux s'en tireront moins bien jusqu'à ce que l'activité industrielle reparte à la hausse dans les économies avancées. Les répercussions consécutives sur les PMA fortement tributaires des produits de base seront très graves.*
- iv. **Le tourisme** devrait être le secteur des services le plus gravement touché dans les PMA, leurs secteurs bancaire et des assurances locaux restreints étant en grande partie protégés de la tourmente financière internationale.*

- v. **Les transferts de fonds** ont eu tendance à rester stables au cours des crises financières précédentes ; néanmoins, les scénarios les plus défavorables envisagent cette fois un retour massif des travailleurs à l'étranger dans les PMA.
- vi. **Les flux d'investissements étrangers directs (IED)** s'effondrent en général alors que pour les PMA disposant de réserves de pétrole, de gaz et de minéraux, ils sont susceptibles de se maintenir voire d'être augmentés - notamment par de grandes entreprises énergétiques et la Chine.
- vii. **Le financement du commerce** constitue une sérieuse épine pour les PMA exportateurs et ce en dépit de l'apport des garanties nécessaires à la bonne évolution du commerce par la Société financière internationale, les banques de développement régionales et d'autres.
- viii. **L'aide publique au développement (APD)** devrait à coup sûr être réduite, peut-être même sérieusement si l'on s'en tient à ce qui précède. Reste à savoir dans quelle mesure les PMA seront touchés et l'Aide pour le commerce subira ces tensions.
- ix. **Les préférences commerciales** pour les PMA ne semblent pas menacées pour le moment – elles risquent toutefois de s'avérer moins intéressantes en cas de baisse de la demande en produits.
- x. **Une conclusion de Doha à court terme** est peu probable et il n'est pas certain qu'elle permette aux PMA de lutter contre les répercussions d'une récession mondiale – certains éléments d'un ensemble de résultats moins ambitieux seront toutefois intéressants sur le long terme.

Table des matières

I.	Quelles ont été les conséquences sur le commerce des PMA à ce stade ?	3
II.	Quid des répercussions sur les futurs échanges commerciaux des PMA ? Quel est le rapport entre les opportunités économiques des PMA et le ralentissement économique sur les principaux marchés développés ?	5
III.	Quid de l'évolution des exportations de produits de base agricoles/matières premières des PMA ?	6
IV.	Quelles seront les retombées probables pour le commerce des services des PMA – en particulier le tourisme ?	7
V.	Quelles seront les répercussions négatives pour les PMA d'une réduction des transferts de fonds par les travailleurs à l'étranger ?	9
VI.	Quid des flux d'investissements étrangers directs vers les PMA ?	10
VII.	Dans quelle mesure les PMA sont-ils affectés par la pression exercée notamment sur le financement du commerce et les garanties à l'exportation ?	12
VIII.	L'aide publique au développement (APD) en général et l'Aide pour le commerce en particulier seront-elles réduites aux dépens des PMA ?	13
IX.	Les préférences commerciales des PMA sont-elles menacées ?	15
X.	Compte tenu de la crise financière, est-il plus ou moins important que Doha aboutisse pour les PMA ?	16
	Acronymes	18

I. Quelles ont été les conséquences sur le commerce des PMA à ce stade ?

1. Dans un discours prononcé à l'occasion d'une Conférence ministérielle sur « l'Aide pour le commerce : un programme industriel pour les pays les moins avancés » au Cambodge en novembre dernier, le Directeur général Pascal Lamy a déclaré :

La crise financière actuelle aura certainement des effets profonds, et peut-être durables, sur les PMA dont les bons résultats économiques enregistrés récemment sont dus en grande partie à des facteurs externes. Premièrement, leurs exportations – principalement le pétrole, les minerais, les produits agricoles de base, les textiles et vêtements ainsi que le tourisme – risquent fort de subir un net ralentissement à mesure que la demande mondiale se contracte. Les perspectives de croissance des PMA à moyen terme sont donc sombres. Les PMA qui, en tant que groupe, avaient enregistré des taux de croissance supérieurs aux moyennes mondiales, dépassant les 7 pour cent en 2005 et 2006, accuseront sans doute un ralentissement cette année. Si l'on en croit les prévisions, en Afrique subsaharienne, la croissance moyenne devrait connaître un fléchissement et tomber de 6,8 pour cent en 2007 à 5,5 pour cent en 2008, puis à 5,1 pour cent en 2009. Elle devrait se tasser aussi dans les pays en développement d'Asie, de 10 pour cent en 2007 à 8,3 pour cent en 2008, puis à 7,1 pour cent en 2009.

2. Pour le moment, peu d'éléments permettent de confirmer que la récession mondiale aura des incidences commerciales négatives sur les PMA. Les statistiques mensuelles publiées laissent entrevoir un impact très contrasté à ce stade. Les indications proposées ci-dessous émanent de sources officielles américaines, japonaises et canadiennes. Chaque fois que cela a été possible, nous avons comparé le quatrième trimestre de 2008 aux chiffres correspondants de la même période en 2007, date généralement considérée comme le début de la récession aux Etats-Unis. Dans chaque cas, une moyenne des chiffres mensuels a été calculée pour le trimestre.

Tableau 1 : Exportations des PMA vers les Etats-Unis¹

Millions de dollars US

	T4 2007	T4 2008
Angola	1056	1023
Bangladesh	258	303
Mali	2	0,43
Cambodge	202	185
Laos	0,9	2,76
Liberia	10	11,5
Mozambique	0,55	1,3
Ouganda	2,5	1,9
Zambie	5,2	2,9

¹ Bureau du recensement des Etats-Unis, Statistiques du commerce extérieur. Moyennes mensuelles pour le trimestre

3. En tant que fournisseur de pétrole, l'Angola n'a subi à ce jour aucune conséquence de la baisse de la demande aux Etats-Unis. Importants producteurs de vêtements, le Cambodge et le Bangladesh ont tous deux enregistré une stagnation de leurs exportations vers le marché américain, alors que le Laos a de toute évidence augmenté ses parts de marché. De manière générale, les pays africains semblent affectés malgré le régime de relations préférentielles de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA). Quoiqu'il en soit, compte tenu du regain du dollar américain au cours du second semestre 2008, les recettes d'exportation exprimées en devises locales pourraient être bien plus saines que les données présentées ici ne le laissent transparaître.

4. En guise de référence, notons qu'entre les mêmes périodes, les exportations européennes mensuelles moyennes vers les Etats-Unis ont chuté de 31,16 à 28,6 milliards de dollars US tandis que les exportations américaines vers l'UE (Union européenne) sont restées stables (aux alentours de 22,2 milliards de dollars US). Le dollar américain a néanmoins commencé à regagner du terrain sur l'euro en milieu d'année.

Tableau 2 : Exportations des PMA vers le Japon²

Milliards de yens

	T4 2007	T4 2008
Bangladesh	6,6	7
Cambodge	5,4	4,1
Laos	0,34	0,6
Népal	0,42	0,54

5. Entre les deux mêmes trimestres, les exportations du Japon vers l'UE sont passées d'environ 4,31 à 3,28 trillions de yens – soit, en dollars US de l'époque, de 38,7 à 33,8 milliards. Les échanges commerciaux dans l'autre sens ont légèrement augmenté, passant d'un résultat mensuel de 24,7 milliards de dollars US à 25,6 milliards.

Tableau 3 : Exportations des PMA vers le Canada³

Millions de dollars canadiens

	T4 2007	T4 2008
Bangladesh	37	54,8
Cambodge	14,7	22,9
Ouganda	90,3	141
Zambie	21,9	24,6

6. Entre-temps, les importations du Canada en provenance des Etats-Unis ont augmenté de 17,5 milliards C\$ par mois à 19 milliards C\$ et ses exportations vers son marché austral sont quant à elles passées de 28,1 à 29,7 milliards C\$. Cependant, au cours de la même période, le taux de change entre le dollar US et le dollar canadien a sensiblement baissé (d'environ 1 dollar US = 0,96C\$ à 1 dollar US = 1,21C\$).

² Ministère des finances, Japon

³ Statistiques Canada

7. Aucun des résultats susmentionnés ne traduit un effondrement des exportations des PMA, du moins jusque fin 2008. La demande d'importations au sein de l'UE peut avoir été freinée davantage que dans d'autres grands pays développés. Dans le même temps, les résultats des exportations des PMA, exprimées en dollars, auront souvent semblé meilleurs dans les devises locales.

II. Quid des répercussions sur les futurs échanges commerciaux des PMA ? Quel est le rapport entre les opportunités économiques des PMA et le ralentissement économique sur les principaux marchés développés ?

8. Les répercussions sur le sort commercial des PMA semblent avoir été plutôt modestes à ce stade, mais cela ne peut en rien présager des résultats à venir. La situation est fortement tributaire des efforts consentis par les gouvernements de l'OCDE et les marchés émergents majeurs pour relancer l'économie, maîtriser la crise financière et réfréner les ardeurs protectionnistes. La conjoncture étant pour ainsi dire sans précédent, les gouvernements eux-mêmes ne sont pas certains des mesures politiques à prendre et de leurs impacts potentiels. Toute tentative de prédiction de la situation économique mondiale serait dès lors hasardeuse. Les PMA connaîtront sans doute les effets de la récession lorsqu'ils y seront confrontés.

9. Pour donner un ordre d'idée, le FMI⁴ prévoit à présent une chute de 0,5 pour cent de la croissance du produit intérieur brut mondial (PIB) en 2009 et une tentative de reprise en 2010. Les économies avancées seront confrontées aux pires conséquences du ralentissement alors que les économies émergentes et en développement enregistreront une diminution d'approximativement 50 pour cent de la croissance (d'environ 6,25 pour cent en 2008 à 3,25 pour cent en 2009). La croissance pour l'Afrique subsaharienne cette année devrait atteindre 3,5 pour cent et 5 pour cent en 2010. Les perspectives commerciales des PMA sont largement conditionnées par la demande des économies développées et de quelques marchés émergents, dont la Chine. Le FMI table sur une chute de plus de 3 pour cent (en volume) des importations des économies avancées en 2009, pour revenir lentement à près de 2 pour cent de croissance l'année suivante.

10. Si la situation est décourageante, elle n'est pas nécessairement aussi mauvaise qu'il n'y paraît pour les PMA. La chute des exportations sera absorbée en grande partie par la Chine qui, fin 2008, enregistrait une croissance des exportations de moins de 15 pour cent d'une année à l'autre alors que cette dernière atteignait 25 pour cent et plus auparavant. La Banque mondiale⁵ a elle aussi préconisé un taux de croissance des exportations d'à peine 3,5 pour cent pour la Chine cette année. La situation semble toutefois s'aggraver presque quotidiennement. Il a été indiqué que les importations de la Chine se sont effondrées de plus de 43 pour cent en janvier (par rapport à 2008), à savoir la chute la plus vertigineuse depuis 1995. Les exportations ont diminué de 17,5 pour cent au cours de la même période, le troisième recul mensuel d'affilée et le plus net en 13 ans. Qui plus est, la baisse de la demande d'importations dans les

⁴ Perspectives de l'économie mondiale : mise à jour, 28 janvier 2009.

⁵ *China Quarterly Update*, novembre 2008, Banque mondiale.

principales économies anticipée par le FMI semble d'ores et déjà plus qu'optimiste. Le 27 février, le Département du Commerce a fait part d'une baisse de 16 pour cent des importations réelles de biens et services par les Etats-Unis au cours du quatrième trimestre 2008 par rapport au troisième trimestre (chute de 3,5 pour cent du T2 au T3).

11. Les désormais innombrables fermetures de fabriques de vêtements et de textiles en Chine s'avèrent indubitablement inquiétantes pour les fournisseurs des PMA. Le Cambodge (voir ci-dessus) a déjà été confronté à une baisse des exportations vers le marché américain à la fin de l'année dernière, contrairement au Bangladesh. La situation pourrait de toute évidence fortement empirer si les Etats-Unis ou d'autres importateurs majeurs de l'OCDE choisissaient de protéger leurs producteurs nationaux. Néanmoins, alors que les consommateurs exercent de fortes pressions pour une baisse des prix, les gouvernements auraient du mal à prendre délibérément des mesures politiques favorisant une hausse des prix des vêtements. Il est dès lors tout à fait possible que les importateurs et détaillants d'Europe et d'Amérique du Nord continuent à s'approvisionner auprès de producteurs à bas prix et, les produits de marques connues s'avérant inabordables, que la demande sur ce segment de marché augmente.

III. Quid de l'évolution des exportations de produits de base agricoles/matières premières des PMA ?

12. D'après la CNUCED, les pays à faible revenu sont restés tout aussi dépendants des exportations de produits de base au cours de la dernière décennie, soit environ 70 pour cent (plus de 60 pour cent si l'on exclut le pétrole).

13. Le secteur des produits de base agricoles de base a enregistré de fortes hausses des prix début 2008, qui ont rechuté depuis. La Banque mondiale⁶ est convaincue que la baisse des prix continuera cette année ; ainsi, le prix des graisses et des huiles végétales devrait diminuer de 27 pour cent en 2009 et de 5 pour cent supplémentaires en 2010 ; les boissons devraient quant à elles respectivement baisser de 18 et 4 pour cent en 2010. En dépit de ces sombres projections (corroborées par les marchés au cours des deux premiers mois de 2009), la Banque s'attend à ce que les prix des denrées alimentaires restent bien supérieurs au cours des années 1990, dépassant de 60 pour cent leurs niveaux de 2003. Les prix des engrais ont eux aussi diminué par rapport à leurs pics de 2008. Désormais, la situation dépendra en grande partie de la disponibilité de financements pour les cultures dans les économies développées. S'ils restent rares et si les stocks mondiaux diminuent, les prix pourraient bien épouser de nouveau une courbe ascendante plus tôt que prévu. Naturellement, pour la plupart des PMA importateurs nets de produits alimentaires, une baisse des prix des produits alimentaires serait bienvenue.

14. Plusieurs PMA portent un intérêt particulier au coton – qu'ils en importent ou en exportent. Le Département américain de l'agriculture a communiqué ses propres prévisions commerciales fin février. Il en ressortait une consommation mondiale de coton en 2008/09 de 112,6 millions de balles, à savoir une baisse de

⁶ Perspectives pour l'économie mondiale 2009, décembre 2008, Banque mondiale.

10,0 millions de balles (8,2 pour cent) par rapport à l'année commerciale 2007/2008. Selon le Département américain de l'agriculture (USDA), il s'agit là de la plus forte baisse de la consommation d'une année à l'autre depuis 1937/38. Ce resserrement de la consommation mondiale devrait entraîner une diminution de 23 pour cent de la demande mondiale d'importations de 2008/09 pour atteindre 29,3 millions de balles – à savoir le pourcentage de recul du commerce international le plus net depuis 1940/1941. Des chutes des importations à deux chiffres sont prévues pour sept des dix principaux marchés importateurs, la Chine étant en tête avec une baisse de 44 pour cent. Si les prix diminuent – l'index A (Extrême-Orient) a tourné à ce stade autour d'une moyenne de 63 cents par livre cette saison, par rapport à 70 cents pour 2007/08 – ils restent supérieurs à ceux de 2006/2007. Outre la hausse du rapport stocks-consommation mondial, le marché international du coton est frappé par une baisse générale des prix des produits de base. L'USDA prévoit, hésitante, une légère reprise en 2009/2010, mais reconnaît ce faisant les incertitudes qui caractérisent la situation économique mondiale actuelle. L'agence laisse aussi entendre que les Etats-Unis augmenteront leur part sur un marché mondial du coton plus restreint cette année – sans doute en raison du maintien de la plupart des subventions aux cotons du pays.

15. Au sein des PMA, les exportateurs de métaux devraient continuer à subir de plein fouet la baisse des recettes d'exportation alors que le ralentissement de la demande mondiale et les stocks élevés continuent à faire pression sur les prix. L'*Economist Intelligence Unit* (EIU) table sur une baisse de près de 50 pour cent des prix moyens des métaux communs en 2009 suivie d'une légère reprise d'environ 12 pour cent en 2010. D'après l'EIU, les prix moyens du caoutchouc naturel devraient chuter de 44 pour cent cette année. Alors que toutes ces baisses font suite à des hausses de prix bien plus importantes ces dernières années, elles pourraient tout à fait être sous-estimées. Ces dernières semaines, la plupart des prix sur les marchés des métaux (hors argent et or) ont dégringolé, faisant écho à l'effondrement de la demande (notamment en Chine) et à l'augmentation des stocks. Chaque élément d'information sur la croissance mondiale et l'évolution de la demande a des répercussions instantanées sur ces marchés, en général très défavorables.

IV. Quelles seront les retombées probables pour le commerce des services des PMA – en particulier le tourisme ?

16. S'agissant des recettes d'exportation, le tourisme est le secteur des services le plus important pour bon nombre de PMA et celui que le ralentissement économique mondial devrait affecter le plus. Alors que les recettes touristiques sont souvent payées – et restent – en dehors de la destination de vacances, un grand nombre de nations peu nanties ont axé une bonne partie de leurs stratégies de croissance économique sur le développement des activités touristiques en construisant des infrastructures hôtelières ou autres. L'éco-tourisme est devenu un segment de marché haut de gamme pour certains, les destinations les plus exotiques offrant une alternative attrayante aux endroits touristiques très fréquentés dans d'autres parties du monde.

17. D'après l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) des Nations Unies, le tourisme mondial a connu une stagnation en 2008. La croissance relativement

encourageante du premier semestre a fait place à une baisse marginale entre juillet et décembre. La croissance annuelle globale de moins de 2 pour cent a fait suite à quatre années de croissance rapide bien au-dessus de la tendance à long terme. Si l'explosion du tourisme constatée entre 2003 et 2007 a résulté en partie de la capacité des classes moyennes émergentes en Asie à partir pour la première fois en voyage, d'autres voyageurs ont été avides de nouvelles destinations qu'ils ont trouvées en Afrique et dans des régions d'Asie du Sud-Est, dont le Laos et le Cambodge.

18. La nouvelle conjoncture économique ne permet pas de déterminer clairement dans quelle mesure les touristes changeront leurs habitudes. L'OMT s'attend à une chute de 0 à 2 pour cent du secteur du tourisme international en 2009. Son Baromètre du tourisme mondial de janvier 2009 prévoit ce qui suit :

« Avec les Amériques, l'Europe sera la région la plus touchée par rapport aux résultats globaux du tourisme car la plupart de ses marchés émetteurs sont déjà en récession, ou sont en train d'y entrer. En Asie-Pacifique, les résultats devraient être positifs, même si le rythme de croissance dans la région demeurera inférieur à celui des dernières années. Il en va de même pour l'Afrique et le Moyen-Orient ».

19. Ces perspectives pourraient s'avérer optimistes. Si les PMA ne sont pas susceptibles d'être très perturbés par les répercussions des coupes sombres dans le secteur des voyages d'affaires, certains hôtels seront affectés par l'annulation de congrès et conférences. Plus particulièrement, les touristes semblent enclins à voyager moins souvent, moins loin et moins longtemps, un grand nombre d'entre eux privilégiant les vacances dans leur pays d'origine. D'après l'Association internationale du transport aérien (AITA), le flux des voyageurs a fléchi de 5,6 pour cent en janvier 2009, par rapport à 2008 et le fret aérien a chuté de 23,2 pour cent. Il s'agissait de la cinquième baisse mensuelle consécutive du flux des voyageurs et du huitième fléchissement mensuel sérieux en ce qui concerne le fret. Les transporteurs asiatiques (8,4 pour cent en moins), suivis par les transporteurs nord-américains (réduction de 6,2 pour cent) ont été les plus grandes victimes de la baisse de la demande des voyageurs. La diminution a été de 19,8 pour cent en Afrique, de 17,2 pour cent en Amérique latine et de 6,1 pour cent au Moyen-Orient. D'après l'AITA, les pertes des compagnies aériennes ont dépassé les 4 milliards de dollars US au cours du seul quatrième trimestre 2008, et 8 milliards pour toute l'année.

20. Peu d'autres secteurs des services ont un impact aussi direct sur les recettes d'exportation des PMA. Néanmoins, la propension des sociétés financières et de service aux entreprises, telles que des banques et des compagnies d'assurances, à créer des succursales et à faire des affaires sur les marchés les plus pauvres peut fortement conditionner la compétitivité des entreprises et PME locales. Cela peut s'avérer plus commode pour les prestataires de services locaux, mais l'absence d'investissements de l'étranger par de grandes entreprises efficaces n'est en général d'aucun secours pour les PME et ne favorise pas un environnement commercial sain. Les banques internationales et les compagnies d'assurances majeures étant contraintes de se remettre des ravages de la crise financière, c'est pourtant ce contexte qui devrait prévaloir pendant les quelques années à venir.

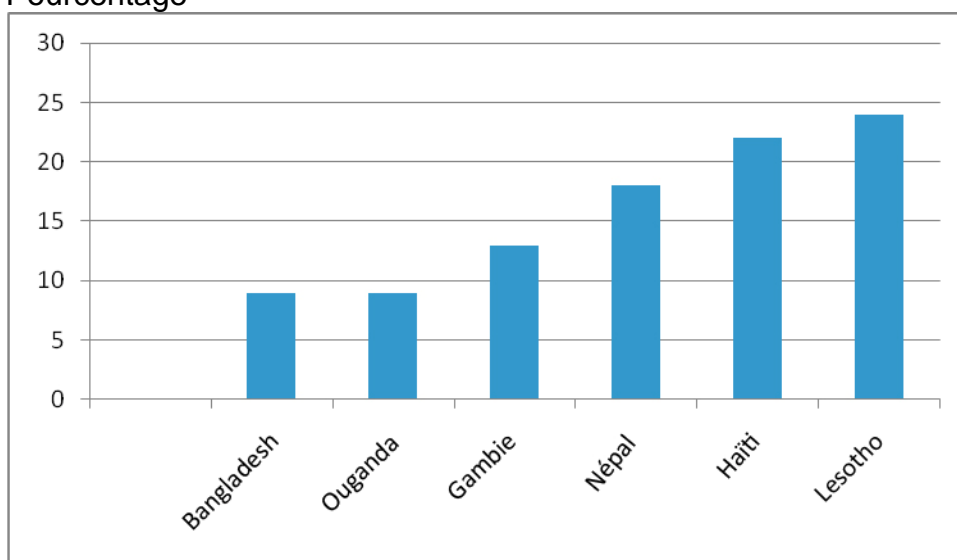
V. Quelles seront les répercussions négatives pour les PMA d'une réduction des transferts de fonds par les travailleurs à l'étranger ?

21. De toutes les contraintes financières auxquelles les PMA seront éventuellement confrontés au gré de l'aggravation de la récession mondiale, la perte voire la diminution des fonds envoyés par leurs ressortissants travaillant à l'étranger risque d'être la plus importante. Un responsable de la Banque interaméricaine de développement a déclaré ceci :

« Pour un grand nombre de pays, les envois de fonds sont l'outil de réduction de la pauvreté le plus efficace. La situation actuelle pourrait bien faire subir de dures épreuves à beaucoup de citoyens, et je pense qu'on la sous-estime ».

22. Les envois de fonds peuvent constituer une part importante du PIB. Le graphique 1 illustre les PMA qui en dépendaient le plus en 2006.

Graphique 1. Part des envois de fonds dans le PIB de certains PMA en 2006⁷
Pourcentage



Source : Banque mondiale

23. La Banque mondiale⁸, a récemment estimé que les flux de transfert de fonds ont augmenté de 6,7 pour cent en 2008 pour atteindre 283 milliards de dollars US au total. Ils ont toutefois fortement diminué au cours du quatrième trimestre de l'année dernière. Par ailleurs, la baisse de la valeur moyenne du dollar US entre 2007 et 2008 a débouché, en termes réels, sur une réduction moyenne de 2 pour cent du PIB annuel des pays bénéficiaires pour atteindre 1,8 pour cent. La Banque part de l'hypothèse qu'en 2009, les transferts de fonds à l'échelle internationale chuteront de 0,9 pour cent en dollars US. Le pire des scénarios (voir ci-dessous) prévoit toutefois un fléchissement de près de 6 pour cent avant un léger redressement en 2010.

⁷ Migration and Remittances Handbook 2008, Banque mondiale.

⁸ Outlook for Remittance Flows 2008-2010, Migration and Development Brief, novembre 2008.

24. Le prix du pétrole semble exercer l'une des influences les plus marquées sur les envois de fonds. Les transferts de fonds en provenance de pays membres du Conseil de coopération du Golfe devraient dès lors chuter de 9 pour cent en 2009, une tendance qui devrait fortement affecter le Bangladesh (au rang des PMA) le Pakistan et les Philippines. 44 pour cent environ des flux de transfert de fonds vers l'Afrique subsaharienne émanent de l'Union européenne. En raison de la chute du taux de change de l'euro par rapport au dollar américain, ils devraient diminuer de plus de 7 pour cent.

25. Il convient de noter que certains pays en développement (ex. : l'Inde, la Malaisie, la Russie et l'Afrique du Sud) sont à la fois des pays d'immigration et des pays émetteurs d'envois de fonds. Les pays en développement accueillent près de la moitié des émigrants de l'ensemble des pays en développement et enregistrent au moins un dixième des flux de transfert de fonds vers lesdits pays en dollars américains.

26. La Banque mondiale souligne que les transferts sont restés relativement stables dans les périodes difficiles. Parmi les raisons avancées, citons le fait que les envois de fonds constituent en général une part minime des revenus des immigrants, que ces derniers continuent à transférer en dépit de leurs difficultés. Les ralentissements économiques ne s'accompagnent habituellement pas d'une baisse de l'immigration. En effet, la Banque mondiale prévoit que le nombre d'immigrants dans les pays hôtes devrait rester à peu près identique même si les nouveaux flux ralentissent. Dans les circonstances actuelles, le scénario catastrophe table néanmoins sur le retour d'un grand nombre d'immigrants dans leur pays d'origine – à savoir notamment 8 pour cent de ceux résidant en Europe et 10 pour cent de ceux travaillant désormais dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Il est un fait qu'en décembre 2008, Citigroup aux Philippines faisait déjà état d'une réduction de 6,8 pour cent des Philippines travaillant à l'étranger. Même si ces derniers rapatrient leurs économies, les répercussions à plus long terme sur leur pays d'origine risquent d'être graves.

VI. Quid des flux d'investissements étrangers directs vers les PMA ?

27. L'investissement étranger direct (IED) est l'une des premières victimes de la crise financière internationale. Cela n'a rien d'étonnant : les grandes entreprises restreignent leurs dépenses et le crédit s'est tari ou est trop coûteux. Par ailleurs, les fusions et acquisitions se font rares. Pour le moment, la plupart des stratégies d'investissement ont été mises de côté dans l'attente de jours meilleurs. La CNUCED indique⁹ que les flux d'IED ont chuté de 20 pour cent en 2008 et qu'ils devraient fléchir davantage cette année – un point de vue largement partagé par le FMI¹⁰. L'impact de la réduction des projets d'investissement par les entreprises pourrait facilement s'aggraver si les gouvernements optaient pour des mesures politiques protectionnistes – en particulier, un soutien à court terme sous forme de subventions, assujéti à l'obligation de préserver les emplois dans le pays d'origine. La France s'est engagée sur cette voie à travers ses mesures de sauvetage

⁹ Note d'information sur l'investissement de la CNUCED, n° 1 2009

¹⁰ *The Implications for Low-Income Countries of the Global Economic Crisis*, FMI. Mars 2009

destinées au secteur automobile, mais elle semble toutefois avoir changé de cap sous la pression de la Commission européenne et d'autres Etats membres de l'UE. Des initiatives similaires des gouvernements américain, japonais voire chinois pourraient poser problème.

28. Une petite partie des IED dans le monde revient aux PMA. Si l'on s'en réfère aux statistiques les plus récentes de la CNUCED,¹¹ les flux d'IED ont constamment augmenté en 2005 (7,14 milliards de dollars US), en 2006 (12,8 milliards de dollars US) et en 2007 (13,4 milliards de dollars US). Ces résultats représentent environ 2 à 3 pour cent du total des flux vers tous les pays en développement et les économies en transition. Néanmoins, ainsi que l'indiquent les rapports de l'OCDE¹², ces flux peuvent constituer la principale ressource financière de certains PMA - à l'instar de la Mauritanie, du Soudan, du Tchad et de la Zambie.

29. En temps normal, facilitant le financement des déficits du compte courant sans alimenter la dette externe, les IED s'avèrent très attrayants pour les PMA. Mais en cas de crises financières, il pourrait en être tout autrement. Comme le laisse entendre l'OCDE, une réduction des flux d'IED peut aggraver les répercussions des ralentissements économiques majeurs sur les pays largement tributaires de ce type de ressources pécuniaires : les sorties de fonds d'IED à l'échelle mondiale ont diminué de 50 pour cent entre 2000 et 2001, alors que les pressions économiques étaient bien moins importantes qu'aujourd'hui. En outre, le rapatriement des bénéficiaires de l'IED peut frapper de plein fouet les petites économies pauvres. En effet, l'OCDE indique qu'en 2005 ce type de transfert était déjà plus important que les nouvelles rentrées de fonds pour les pays à faible revenu. En résumé, par les temps qui courent, les IED peuvent aggraver les difficultés des PMA.

30. Cela ne veut pas dire que les nouveaux IED tariront complètement, même dans les PMA. Partant du principe que la crise actuelle prendra fin à un moment ou à un autre, que la croissance économique reprendra et que le processus de mondialisation sera relancé, de nombreuses entreprises continueront à investir pour l'avenir. Les entreprises du secteur de l'énergie en font partie. Même si le pétrole est actuellement meilleur marché, la plupart disposent de réserves de liquidité qu'elles peuvent investir pour améliorer leurs capacités. Elles optent pour une vision à long terme et savent que les prix repartiront inévitablement à la hausse lorsque la demande décollera à nouveau. Les PMA jouissant de ressources énergétiques constateront donc de nouveaux investissements dans ce secteur ou du moins une réduction moins importante des dépenses par rapport à d'autres secteurs de leurs économies.

31. Cela pourrait également se vérifier pour les entreprises d'extraction, hormis le pétrole et le gaz. D'importants pays de l'OCDE se tournent tout doucement à nouveau vers l'énergie nucléaire, stimulant ainsi la demande d'uranium sur le long terme. D'autres minéraux - à l'instar du lithium pour les véhicules automobiles électriques - voient augmenter la demande et les investissements les concernant. Ces investissements onéreux et sur le long terme ne devraient pas être fortement affectés par des difficultés financières temporaires, a fortiori si les entreprises

¹¹ Base de données IED/STN de la CNUCED.

¹² Policy Insights n°86, décembre 2008. Centre de développement de l'OCDE.

disposent de réserves de trésorerie. Certaines entreprises minières chinoises ont par conséquent récemment pris des parts importantes dans des entreprises minières internationales de premier plan (telles qu'OZ Minerals (Australie) et Rio Tinto) ; elles semblent par ailleurs être désireuses de garantir l'accès aux matières premières qui seront nécessaires lorsque les taux de croissance économique précédents plus élevés de la Chine seront à nouveau viables. Une grande partie de ces investissements continuera à être canalisée vers les PMA, en particulier ceux destinés à l'Afrique subsaharienne à qui la Chine accorde en outre des prêts et d'autres flux d'aide.

VII. Dans quelle mesure les PMA sont-ils affectés par la pression exercée notamment sur le financement du commerce et les garanties à l'exportation ?

32. Les PMA ne sont pas les seuls à ressentir l'impact de la crise internationale et des tensions qu'elle crée sur les crédits commerciaux. Les exportateurs dépendent généralement du financement du commerce, couvrant quelque 80 à 90 pour cent des transactions mondiales internationales. Les instruments de financement du commerce (lettres de crédit, garanties, etc.) couvrent traditionnellement les exportateurs entre l'expédition et la réception du paiement. Le financement du commerce exige néanmoins que les institutions financières du pays exportateur (apportant habituellement les fonds nécessaires au dit financement) aient confiance dans les institutions financières du pays importateur (par le biais duquel le paiement est effectué). Le problème actuel réside dans le fait que les institutions financières se font très peu confiance. Dès lors, soit les liquidités ne sont pas disponibles – pour 2008, il a été estimé que les plus importants fournisseurs ont dû composer avec un manque à gagner de 25 milliards de dollars US pour un marché total de 10 billions de dollars pour le financement du commerce¹³ – soit les financements envisageables s'avèrent onéreux. Les écarts au niveau des facilités de crédit commercial à court terme ont dépassé le LIBOR¹⁴ en 2008 de 300 à 600 points de base en 2008, par rapport à 10 à 20 points de base en temps normal. Cela alors même que le financement du commerce est considéré comme l'une des opérations financières les plus risquées.

33. Ce problème s'est avéré le plus dévastateur pour les grands marchés émergents exportateurs – dont le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Corée, l'Afrique du Sud et la Chine – ainsi que la quasi-totalité des PME du monde entier. Les banques centrales et les agences de crédit à l'exportation interviennent de plus en plus pour compléter les aides apportées. Cela n'est pas nécessairement d'un grand secours pour les exportateurs des PMA, dont les problèmes de financement du commerce sont réglés par la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale et les banques de développement régionales. Le Programme de financement du commerce extérieur (GTFP - *Global Trade Finance Program*) de la SFI apporte actuellement 3 milliards de dollars américains (1,5 millions de dollars américains de plus qu'il y a peu) aux banques afin de les aider à financer le

¹³ « *Improving the Availability of Trade Finance during Financial Crises* », Organisation mondiale du commerce, 2008, document de travail

¹⁴ Un point de base correspond à 0,01 pour cent. Le LIBOR est le principal taux d'intérêt que les banques se facturent mutuellement pour les prêts à court terme.

commerce aux fins des exportations vers « des marchés nouveaux ou prometteurs où l'accès aux crédits commerciaux peut être limité ». La SFI collabore avec des banques émettrices dans la plupart des PMA¹⁵ ainsi qu'avec des banques confirmatrices dans les pays de l'OCDE et sur les marchés émergents. Les garanties du GTFP portent sur les transactions et peuvent couvrir des lettres de crédit, des billets à ordre liés au commerce, les factures de vente, les encaissements, les garanties, les garanties de bonne exécution et de soumission ainsi que les garanties de paiement anticipé.

34. La Banque asiatique de développement (1 milliard de dollars US) et la Banque interaméricaine de développement (1 milliard de dollars américains) font écho au GTFP au niveau régional. Ces programmes supplémentaires suffiront-ils ? A l'occasion de la réunion sur le financement du commerce en novembre dernier, Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, a déclaré :

« Il est donc important que chacun de nous exerce des pressions énergiques pour que, dans les semaines à venir, l'on donne la priorité au financement du commerce et que l'on mette en place une sorte de bouée de sauvetage protégeant l'activité économique dans nombre de vos pays ».

VIII. L'aide publique au développement (APD) en général et l'Aide pour le commerce en particulier seront-elles réduites aux dépens des PMA ?

35. Le FMI a récemment commencé à tirer la sonnette d'alarme sur les dangers occasionnés par la crise financière dans les pays à faible revenu (PFR) et leur besoin inévitable en financements externes supplémentaires. Un rapport récent a souligné ce qui suit :

« L'incertitude sur les flux d'aide, la diminution potentielle du soutien des donateurs, ainsi que les conditions de financement plus rigoureuses sont susceptibles d'exercer des pressions supplémentaires sur les budgets des PFR. Dans près de la moitié des pays, le rapport entre l'aide et les dépenses actuelles dépasse 20 pour cent ; par ailleurs, dans 14 pays, ce taux dépasse 50 pour cent. [...]L'augmentation des besoins financiers des PFR résultant de la crise pourrait avoisiner 25 milliards de dollars américains en 2009, voire être plus importante encore. »¹⁶

36. Selon l'OCDE¹⁷, l'APD internationale fournie par tous les pays donateurs en 2007 a avoisiné 104 milliards de dollars US, provenant pour moitié de l'UE et ses Etats membres. A l'occasion de leur réunion à Gleneagles en 2005, les membres du G8 ont promis d'augmenter l'aide de 50 milliards de dollars américains d'ici 2010. L'entreprise semblait bancaire avant même que la récession internationale ne frappe et il s'avère aujourd'hui difficile ne fût-ce que de préserver les niveaux

¹⁵ Voir : <http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/Content/TradeFinance>

¹⁶ Les répercussions de la crise financière internationale sur les pays en développement à faibles revenus, FMI, mars 2000 23 & 34.

¹⁷ *Aid Targets Slipping out of Reach?* Comité d'aide au développement de l'OCDE, novembre 2008.

d'antan. L'expérience indique certainement que les crises financières s'accompagnent d'une réduction de l'aide. Ainsi, confrontée à une crise économique au début des années 1990, la Finlande – un donateur majeur – a réduit son aide officielle de 62 pour cent. Le ralentissement économique au Japon, qui a duré tout au long de cette même décennie, s'est accompagné d'une réduction de l'APD de 44 pour cent.

37. Certains gouvernements européens ont déjà réagi. Le budget irlandais pour 2009 prévoit une réduction de 10 pour cent de l'APD, l'Italie a annoncé une baisse de 56 pour cent et la Lettonie a mis fin à l'aide apportée outre-mer. Si le Royaume-Uni n'a pas annoncé de véritables réductions de l'APD, la Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD) a calculé que l'exécution de la promesse d'apporter une aide de 0,7 pour cent du PIB pourrait entraîner au cours des sept prochaines années une baisse des dépenses de 41 milliards de dollars US par rapport à celles envisagées avant que les répercussions de la crise sur la production économique britannique ne deviennent critiques.

38. Une grande incertitude règne quant à l'engagement américain en matière d'APD, normalement le deuxième par ordre d'importance en 2007 avec quelque 22 milliards de dollars US. Au cours de sa campagne, le Président Obama a fait savoir que l'assistance étrangère annuelle serait doublée. En octobre, son colistier, Joe Biden, a laissé entendre que l'aide pourrait être ralentie compte tenu de la crise grandissante. Les observateurs suggèrent à présent que même le simple maintien des niveaux récents de l'APD américaine relèvera du défi pour les Etats-Unis.

39. Que va-t-il advenir de l'Aide pour le commerce et des divers programmes qui relèvent de celle-ci, tels que le Cadre intégré ? Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, ne doute nullement que l'APC est désormais plus importante et non l'inverse¹⁸.

*« Alors que la demande fléchit et que la concurrence se renforce, l'Aide au commerce est essentielle pour améliorer la réactivité de l'offre. C'est pourquoi les donateurs doivent honorer leurs engagements d'aide pour le commerce, en particulier en faveur des pays en développement les plus pauvres qui risquent fort de voir se réduire d'autres sources de financement du développement ».*¹⁹

40. De toute évidence, cela dépendra dans une large mesure non seulement de la tendance concernant les engagements et dépenses liés à l'APD, mais également de la mesure dans laquelle l'assistance normalement susceptible d'être consacrée à l'Aide pour le commerce est réaffectée à des causes humanitaires, ou *vice versa*. Certains soulèveront indubitablement qu'en ces temps de récession mondiale et d'effondrement du commerce international, il est vain de s'efforcer de réduire la pauvreté en augmentant les exportations. D'autres répondront sans nul doute que la nécessité d'améliorer les capacités commerciales et la compétitivité des pays pauvres à long terme n'est pas moins importante qu'avant la crise financière.

¹⁸ Allocution dans le cadre du Dialogue de l'OCDE sur l'aide pour le commerce, novembre 2009, Paris

¹⁹ http://www.oecd.org/document/45/0,3343,fr_2649_34487_41675632_1_1_1_1,00.html

41. Le deuxième examen global de l'Aide pour le commerce aura lieu en juillet 2009.

IX. Les préférences commerciales des PMA sont-elles menacées ?

42. La réponse à cette question semble être négative, du moins pour l'instant. Bien des choses dépendent évidemment de la rigueur de toute réponse protectionniste à la crise économique, en particulier sur les marchés de l'OCDE et les principaux marchés émergents. Les régimes préférentiels unilatéraux reposant sur de larges bases – notamment le Système généralisé de préférences (SGP) - sont politiquement sensibles depuis plusieurs années maintenant. La volonté aux Etats-Unis et en Europe d'inclure des exigences en matière de droit du travail a gagné du terrain tandis qu'il est populaire au niveau politique de rayer de la liste des pays jugés trop avancés sur le plan économique pour tirer parti des avantages spéciaux du commerce. On peut aisément imaginer que cette tendance se renforcera lorsqu'il s'agira de renouveler de tels programmes et qu'il sera de plus en plus demandé de mettre fin aux importations compte tenu de la réduction de la demande et des prix au niveau national. Le 2 mars, *The President's Trade Agenda 2009*²⁰ a été publié à Washington. Il stipule ce qui suit :

« Les programmes commerciaux préférentiels permettent aux entrepreneurs des pays en développement d'exercer une concurrence efficace au sein du système commercial international. Un grand nombre desdits programmes de notre pays sont sur le point d'être soumis à un examen législatif. Nous travaillerons de concert avec le Congrès et les partenaires du public afin de les renouveler et de les réformer. Nous accorderons une attention particulière aux propositions visant à concentrer plus efficacement les avantages sur les nations les plus pauvres et sur les pays ayant besoin de la marge de préférence pour être compétitifs. »

43. Le traitement des PMA constitue dès lors probablement un cas à part. Le traitement en franchise de droits et sans contingent dans le cadre de l'initiative « Tout sauf les armes » au sein de l'UE et les efforts similaires dans d'autres économies majeures ne sont, pour la plupart, ni particulièrement ambitieux en termes de concurrence supplémentaire pour les producteurs nationaux, ni impopulaires. Au contraire, tout gouvernement de l'OCDE désireux d'annuler les avantages dont les PMA bénéficient serait probablement confronté à une violente réaction politique locale à son encontre. Le traitement en franchise de droits et sans contingent aux Etats-Unis reste problématique car l'industrie du textile s'y oppose. Une conclusion des négociations de Doha cristalliserait le problème pour la nouvelle administration Obama. Toutefois, à défaut et même si elle n'est pas impossible, il y a peu de chance qu'une initiative visant à appliquer un tel traitement indépendamment de Doha soit considérée comme prioritaire. Certains PMA continueront donc à tirer parti du SGP dans une certaine mesure alors que d'autres, confrontés à l'effondrement de la demande sur le marché américain, se

²⁰ Voir : www.ustr.gov

contenteront des éventuels avantages résiduels procurés par les accords préférentiels tels que l'AGOA.

44. Par conséquent, si les PMA peuvent probablement tabler sur un maintien de leurs préférences, ces avantages risquent de s'avérer bien moindres que ces dernières années. Les efforts supplémentaires consentis par les marchés émergents avancés, tels que la Chine et l'Inde, afin d'élargir leurs propres accords préférentiels pour les PMA, pourraient éventuellement compenser cette perte de valeur.

X. Compte tenu de la crise financière, est-il plus ou moins important que Doha aboutisse pour les PMA ?

45. Les voix prétendant que le monde a plus que jamais besoin d'un accord de Doha en raison de la crise financière se sont faites plus rares ces dernières semaines, et pour cause. Premièrement, rien ne prouve que même si les modalités pour l'agriculture et l'AMNA font l'objet d'un accord inattendu et soudain, les répercussions économiques de sa mise en œuvre se feront ressentir suffisamment tôt et fort pour faire la différence. Deuxièmement, avec ou sans les encouragements du G20 en avril, rien ne permet de penser qu'un accord sera dégagé rapidement. La nouvelle administration américaine n'a quasi rien laissé entrevoir de ses attentes vis-à-vis de Doha, la majeure partie du secteur privé exigeant quant à elle de repartir de zéro. Les élections en Inde étant programmées en avril/mai, il est peu probable que New Delhi change sa façon de voir les choses à court terme. Qui plus est, la Commission européenne devrait être renouvelée en novembre, ce qui rend donc un accord à Genève plus problématique que jamais pour l'Europe. Troisièmement, étant donné que les pays de l'OCDE et la Chine investissent toujours plus de deniers publics dans la redynamisation des structures financières et des principales entreprises industrielles, les chances qu'ils acceptent une nouvelle ouverture de marché sont minces, voire nulles.

46. Deux arguments plaident en faveur d'une résolution partielle de Doha cette année voire au début de l'année prochaine. Primo, s'il est considéré que les règles de l'OMC – et le système de règlement des différends – permettent d'éviter toute réaction ultra-protectionniste à la crise, la crédibilité de l'institution doit être renforcée. Un accord de Doha – même moins ambitieux, ce qui risque bien d'être le cas – permettrait de faire avancer les choses. Secundo, même un ensemble de résultats très limité aurait des avantages concrets, notamment pour les PMA.

47. Il convient de noter que trois organisations agricoles et commerciales de premier plan aux Etats-Unis (la *National Association of Manufacturers*, l'*American Farm Bureau Federation* et la *Coalition of Service Industries*) ont écrit au Président Obama fin février 2009 pour souligner que les négociations étant de toute évidence mises à mal, des « pistes alternatives » devaient être envisagées afin que l'ensemble des membres de l'OMC puissent tirer parti d'avantages immédiats (notamment des accords distincts sur la facilitation du commerce et le renforcement des capacités). Ron Kirk, le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales, a toutefois récemment rejeté l'idée d'une « première

vague » d'accords relativement mineurs dans le cadre du Cycle de Doha préalablement à sa conclusion globale.

48. De toute évidence, les Etats-Unis seraient contraints d'appliquer le régime en franchise de droits et sans contingent pour les PMA préconisé dans le texte ministériel d'Hong Kong. Il va sans dire que cela aurait un impact mitigé en profitant à des pays tels que le Cambodge et le Bangladesh tout en réduisant l'attrait des préférences dont bénéficient certains pays subsahariens par le biais de l'AGOA. Un autre volet intéressant d'un ensemble de résultats serait probablement un accord de facilitation du commerce de l'OMC. Outre l'assistance technique et les fonds d'entraide dont il serait assorti, il permettrait de développer le potentiel des PMA en matière d'exportation une fois la courbe du ralentissement économique mondial inversée. Un accord de Doha limité inciterait par ailleurs les membres de l'OMC à maintenir leur niveau de financement dans le cadre de l'Aide pour le commerce, majoritairement destiné aux PMA.

49. Il est impossible de prédire ce qui restera en substance en matière d'agriculture et d'AMNA. En dehors du textile, des vêtements, et des chaussures (des secteurs pour lesquels les intérêts protectionnistes restent forts dans les pays développés), cela ne devrait pas servir grandement les intérêts des PMA – même si, comme le soulignait une note précédente de l'ACICI, les pays pauvres peuvent avoir des intérêts limités dans quelques accords sectoriels²¹. S'agissant de l'agriculture, un accord sur les produits tropicaux devrait être précieux et, pour certains, les nouvelles disciplines concernant le soutien aux exportations amèneront des opportunités permettant de garantir la viabilité des marchés nationaux ainsi que leur potentiel en matière d'exportation. Les producteurs de coton d'Afrique centrale et occidentale ont plus de chance de tirer parti de la poursuite, par le Brésil, de l'affaire de règlement des différends contre les Etats-Unis, que de tout accord de Doha envisageable actuellement.

50. Cela n'est bien entendu que pure spéculation. A l'heure actuelle, les protagonistes à Genève ne jurent que par Doha et rien d'autre. Ce sentiment ne trouve pas beaucoup d'écho et ne suscite que peu d'intérêt en dehors des murs des l'OMC. Les déclarations publiques laissant entendre le contraire vont et viennent. Il n'y a encore aucune valeur sûre pour les PMA, que ce soit maintenant ou dans un avenir proche. Au fur et à mesure que la crise s'aggrave et s'étend, l'OMC ne peut que légèrement améliorer les intérêts commerciaux des PMA. En vérité, ces derniers restent pour ainsi dire totalement dépendants d'un seul facteur : la capacité des pays de l'OCDE et des principaux gouvernements des pays émergents à résoudre la crise comme il se doit (solidairement et individuellement) sans céder aux sirènes du protectionnisme.

²¹ Note de synthèse de l'ACICI - *Les initiatives sectorielles relatives à l'AMNA – les PMA devraient-ils être concernés ?*, 5 janvier 2009.

Acronymes

AGOA	Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique
AITA	Association internationale du transport aérien
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles
APD	Aide publique au développement
CAFOD	<i>Catholic Agency for Overseas Development</i>
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
EIU	<i>Economist Intelligence Unit</i>
FMI	Fonds monétaire international
GTFP	<i>Global Trade Finance Program</i> (Programme de financement du commerce extérieur)
IED	Investissement étranger direct
LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMT	Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies
PFR	Pays à faible revenu
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
SFI	Société financière internationale
SGP	Système généralisé de préférences
USDA	Département de l'agriculture des Etats-Unis